

CRISE MONDIALE

1976-2026, le monde recommence-t-il sans cesse ?

À cinquante ans d'écart, les crises semblent changer de visage sans jamais disparaître. De la guerre froide à la rivalité sino-américaine, du choc pétrolier aux tensions énergétiques actuelles, le monde paraît rejouer les mêmes équilibres sous des formes nouvelles.

Par Laurent LUCAS

Dire que le monde de 2026 est exactement le même que celui de 1976 serait, à la lettre, faux. Les techniques ont changé, les sociétés se sont numérisées, les communications se sont accélérées, les appareils militaires n'ont plus grand-chose à voir avec ceux d'hier, et les visages au sommet des États ont évidemment été renouvelés. Mais sur le fond, sur les grandes peurs collectives, sur les lignes de fracture majeures, sur les angoisses géopolitiques et économiques qui structurent la planète, le parallèle est saisissant. À cinquante ans d'écart, l'impression domine que l'histoire ne repasse pas les mêmes habits, mais rejoue souvent la même pièce.

En 1976, le monde vit encore sous la logique de la guerre froide. Les États-Unis, alors dirigés par Gerald Ford, font face à une Union soviétique dont Leonid Brejnev incarne la continuité, la puissance militaire et la rigidité idéologique. L'équilibre international repose sur la dissuasion, la confrontation indirecte et la peur permanente du basculement. En 2026, l'Union soviétique n'existe plus, mais la rivalité structurante est revenue sous une autre forme. Cette fois, ce sont les États-Unis de Donald Trump et la Chine de Xi Jinping qui imposent au monde la logique d'un duel central, commercial, technologique, industriel, monétaire et stratégique. Le nom des protagonistes a changé. La mécanique, elle, reste familière. Une puissance installée voit monter devant elle une puissance rivale qu'elle juge capable de contester sa prééminence.

Le parallèle devient encore plus frappant lorsque l'on regarde l'énergie.

Dans les années 1970, le premier choc pétrolier a laissé une cicatrice durable. Après l'embargo décidé par les pays arabes exportateurs de pétrole en 1973, le prix du brut s'envole et les économies occidentales découvrent brutalement leur dépendance. L'Agence internationale de l'énergie a elle-même été créée dans ce contexte, précisément pour répondre à ce type de vulnérabilité. Ce qui frappe aujourd'hui, c'est que la crise énergétique de 2026 renvoie à cette même fragilité structurelle. L'Agence internationale de l'énergie estime que la perturbation actuelle au Moyen-Orient est d'une ampleur supérieure à la perte d'offre qui avait marqué le choc de 1973, tandis que le FMI avertit que la guerre en cours provoque déjà une révision à la hausse de l'inflation et à la baisse de la croissance mondiale. Hier, l'arme pétrolière s'appelait embargo. Aujourd'hui, elle passe par la guerre, les détroits stratégiques, les attaques contre les infrastructures et la menace sur les routes d'approvisionnement. Dans les deux cas, le pétrole rappelle la même vérité : l'énergie n'est pas seulement une marchandise, c'est un rapport de force.

L'économie, elle aussi, donne le sentiment d'un retour de cycle. Les années 1970 ont installé dans les mémoires le mot de stagflation, cette coexistence empoisonnée entre la hausse des prix, le ralentissement de l'activité et le malaise social. L'histoire monétaire américaine le montre clairement : dix ans après le début de la grande poussée inflationniste, l'inflation

dépassait 12 % aux États-Unis, tandis que le chômage franchissait 7 %. En France, l'Insee rappelle qu'en 1976 l'inflation atteignait encore 9,6 %, après 13,7 % en 1974 et 11,8 % en 1975. Le pouvoir d'achat se contractait, les gouvernements perdaient des marges de manœuvre et les banques centrales durcissaient progressivement leur position. En 2026, le décor n'est pas identique, mais la sensation est proche. Le conflit au Moyen-Orient ravive les anticipations d'inflation, la Réserve fédérale maintient des taux situés entre 3,5 % et 3,75 %, et plusieurs responsables monétaires américains reconnaissent que le choc énergétique risque de repousser l'assouplissement attendu. Le crédit se tend, l'immobilier ralentit, et les États, déjà massivement endettés, avancent avec une marge budgétaire réduite. Le FMI rappelle d'ailleurs que la dette publique mondiale demeure à des niveaux exceptionnellement élevés, au point de dépasser 100 000 milliards de dollars. Là encore, le temps a passé, mais la trame reste lisible : flambée des prix, taux élevés, croissance fragilisée, dette lourde, sociétés inquiètes.

En 1976, une autre angoisse hante l'Occident, celle du déclin industriel.

La puissance asiatique qui inquiète alors n'est pas la Chine, mais le Japon. Son essor a été fulgurant. Britannica rappelle qu'au sortir des années 1960 et au début des années 1970, le Japon s'est imposé comme un leader mondial dans la construction navale, l'électronique, l'optique de précision, l'acier, l'automobile et les hautes technologies. Toyota exporte massivement, Sony devient l'un des symboles planétaires de l'électronique grand public, et l'idée s'installe en Europe comme aux États-Unis qu'une partie de la puissance industrielle occidentale pourrait être dépassée par l'Asie.

En 2026, cette peur n'a pas disparu ; elle a simplement changé de visage. Elle s'appelle Chine. Elle se lit dans les débats sur les semi-conducteurs, les batteries, l'automobile électrique, les métaux critiques, la 5G, l'intelligence artificielle ou la souveraineté industrielle. Le sentiment occidental reste le même : celui de voir émerger à l'Est une puissance de production, d'innovation et de projection qui menace la hiérarchie établie.

Le malaise européen ajoute encore à cette impression de répétition.

Dans les années 1970, le baby-boom s'achève et la fécondité recule nettement dans de nombreux pays développés. L'OCDE rappelait déjà que la baisse de la natalité s'installait durablement dans les pays industrialisés. En 2026, ce n'est plus seulement une inquiétude prospective, c'est une réalité statistique. Eurostat indique que le taux de fécondité de l'Union européenne est tombé à 1,34 enfant par femme en 2024, son niveau le plus bas depuis le début de la série disponible. Ce chiffre dit beaucoup plus qu'une simple donnée démographique. Il parle d'un continent vieillissant, inquiet, tendu entre coût de la vie, fragilités sociales, perte de confiance politique et doute sur l'avenir. Dans les années 1970 déjà, on parlait de crise morale, de crise du modèle occidental, de fin d'une dynamique. En 2026, ces mots réapparaissent presque sans effort.

Le Moyen-Orient, enfin, semble enfermé dans une combustion de longue durée. En 1976, la guerre civile libanaise a déjà commencé, et la guerre du Kippour de 1973 continue de projeter son ombre sur toute la région. L'instabilité israélo-arabe structure l'ordre régional, tout comme l'affrontement des influences extérieures.

En 2026, le foyer est toujours incandescent. Les dépêches récentes décrivent une guerre impliquant l'Iran, les États-Unis et Israël, sur fond de crise persistante autour de la Palestine, de tensions au Liban et d'embrasement des voies maritimes stratégiques. Le FMI parle d'un conflit dont toutes les routes mènent à des prix plus élevés et à une croissance

plus faible. Là encore, les alliances ont changé, les acteurs se sont déplacés, mais la région demeure le point où se croisent la guerre, l'énergie, la religion, la puissance et la mémoire.

Alors oui, les technologies, elles, ont radicalement changé.

En 1976, l'imaginaire de la supériorité aérienne appartient encore au F-4 Phantom II et surtout au F-15 Eagle, dont l'US Air Force rappelle que le premier appareil destiné à une escadrille de combat a été livré en janvier 1976. En 2026, l'aviation de combat se pense à travers la furtivité, la fusion de données et l'interconnexion, à l'image du F-35A, que l'US Air Force présente comme un appareil combinant discrétion radar, fusion de capteurs et conscience situationnelle inédite, ou du Rafale, conçu par Dassault comme un avion omnirôle capable d'assurer l'ensemble des missions de combat. Les outils ont muté de manière spectaculaire. **Mais l'objectif, lui, n'a pas changé : dominer le ciel pour peser sur le monde.**

Même chose pour les figures du pouvoir.

En 1976, Gerald Ford est à la Maison-Blanche, Leonid Brejnev règne sur l'URSS, Yitzhak Rabin est Premier ministre d'Israël jusqu'au printemps de cette année-là, avant l'arrivée de Yitzhak Shamir par intérim, tandis que la Syrie de Hafez el-Assad pèse déjà lourd dans les équilibres régionaux. En 2026, Donald Trump est revenu à la Maison-Blanche, Xi Jinping domine toujours l'appareil chinois, Benjamin Netanyahu reste la figure centrale du pouvoir israélien, et l'Iran demeure l'un des nœuds majeurs de la crise régionale. **Les noms changent, les systèmes évoluent, mais les scènes du pouvoir restent peuplées des mêmes archétypes : l'homme fort, la puissance inquiète, l'allié instable, le rival stratégique, le voisin inflammable.**

Faut-il alors conclure que rien ne change ?

Non. Ce serait excessif, et même faux. Les sociétés ont changé en profondeur. Les peuples sont plus connectés, les économies plus interdépendantes, les opinions plus instantanées, les marchés plus nerveux. Mais il serait tout aussi faux de croire que l'humanité invente à chaque génération des crises entièrement nouvelles. En réalité, elle revient souvent aux mêmes points de tension. La guerre des puissances, la lutte pour l'énergie, la compétition économique, la peur du déclin, le doute démographique, l'instabilité du Moyen-Orient, tout cela traverse les décennies avec une constance presque désarmante.

L'histoire ne se répète jamais à l'identique. Elle change les décors, renouvelle les acteurs, perfectionne les machines, accélère les flux. Mais elle conserve ses grandes obsessions. C'est peut-être cela, au fond, la véritable leçon de ce face-à-face entre 1976 et 2026. **Le monde ne recommence pas exactement. Il recommence autrement.**